

**Déclaration du SE-UNSA**  
**de Loire Atlantique**  
**à la CAPD du 7 septembre 2017**

Monsieur le directeur académique,  
Mesdames et Messieurs les membres de la Commission Paritaire,

Le SE-UNSA, dans sa déclaration du 26 juin dernier, vous avait alerté sur les annonces du ministre de l'Éducation qui déstabilisent tous les personnels dans leur organisation la veille de la rentrée et cela sans concertation.

Le ministre de l'Éducation, huitième ministre de l'Éducation nationale en quinze ans, annonce qu'il va remettre l'École sur les rails, tout comme ses prédécesseurs. Il n'y aurait là rien de si fâcheux, s'il ne s'agissait justement d'éducation. Quinze ans, c'est exactement, le temps d'une scolarité !

**Première rupture : l'organisation de la semaine scolaire**

Depuis 2013, et malgré plusieurs modifications des textes réglementaires, le retour à cinq matinées de classe était un principe fort porté par les trois ministres précédents. Il s'agissait bien de regagner en qualité de temps pour les apprentissages, notamment pour les élèves les plus fragiles. En donnant la possibilité aux acteurs locaux de revenir à quatre jours, le ministre a sciemment abandonné, à la demande du président de la République, la défense de l'intérêt des élèves au profit des intérêts à court terme des collectivités. Le SE-UNSA continue à défendre la semaine de 5 matinées.

**Deuxième rupture : la focalisation sur la seule année de CP**

Dans les nouveaux programmes du cycle 2, le choix a été fait, en tenant compte des recherches pédagogiques ancrées dans la réalité des classes, d'accorder un an de plus à ces apprentissages « fondamentaux ».

Restreindre l'action des maîtres + au seul CP, soit en dédoublant les classes, soit en co-intervenant toute la semaine, ne paraît pas être un choix pertinent, d'autant plus qu'il a souvent été imposé, contrairement aux affirmations du ministre, même si sur la Loire Atlantique, suite à vos décisions, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, cette « casse » est limitée.

**Troisième rupture : des évaluations en CP**

Faites par la DGESCO en urgence pendant l'été pour répondre à la commande ministérielle..., ces évaluations ne s'appuient sur aucune recherche didactique ou scientifique.

Pour le SE-UNSA, les enseignants de CP sont des professionnels qui disposent déjà de nombreux outils pour repérer les enfants qui ont besoin d'une attention particulière.

**Enième rupture : les emplois aidés**

Une dotation de 50000 contrats aidés a été dévoilée, le gouvernement et le ministère multiplient les annonces : diminution des contrats compensée par la transformation des contrats aidés en contrat d'AESH, création d'emploi supplémentaires d'AESH...

Le SE-UNSA a décrypté les chiffres et les mots : le bilan est inquiétant :

- **8000 AESH en plus à la rentrée ? Non ! Seulement 1600 !**

80% de ces emplois sont issus de la transformation de contrats aidés en contrat d'AESH, les 6400 emplois déjà budgétés lors de la précédente mandature.

- **L'aide administrative**

Les instructions adressées aux recteurs précisent que l'aide à la direction d'école sera maintenue "à la marge", en privilégiant les directions d'école sans décharges. En réalité, c'est très souvent la totalité des contrats d'aide administrative qui ne sera pas renouvelée.

Pour le SE-UNSA, cette disparition va contribuer à la dégradation des conditions de travail des directeurs. C'est pourquoi nous réclamons à minima le maintien de l'existant et la création à terme d'un secrétariat pérenne.

Heureusement que la réalité des classes et l'engagement quotidien des enseignants ont plus de cohérence que les discours des ministres successifs. Cependant, c'est bien de continuité et de soutien dont élèves et personnels ont besoin, si l'on veut pouvoir un jour mesurer l'efficacité des politiques éducatives et assurer la sérénité dans les établissements scolaires. Qu'il s'agisse des élèves, des familles, de la Nation, le ministre a raison, la confiance en l'École et ses enseignants est essentielle. Le ministre pourrait-il invoquer la confiance et finalement cultiver la méfiance si ce n'est la défiance ?

Concernant l'ultime phase d'affectation, nous tenons à saluer les personnels des services qui dans un calendrier très serré continuent d'effectuer un travail remarquable même si nous souhaiterions plus d'aller-retours entre nos remontées et la remise des documents. Cela éviterait certaines situations insoutenables pour les personnels qui parfois sont dans l'impossibilité de concilier vie professionnelle et personnelle.

Enfin pour terminer, lors la CAPD du 26 juin dernier, un représentant du SE-UNSA a été insulté lors de la séance par un représentant du SNUDI FO. Le SE-UNSA dénonce ces pratiques qui ne sont pas dignes de représentants des personnels. Chaque organisation syndicale a ses revendications, ses idées, mais notre conception de ce rôle est de pouvoir débattre, échanger, dans le respect de chacun.

Nous vous remercions.